

mique national est dans un lamentable état de dépression, d'inflation, et que le peuple doit, à tout prix, se serrer la ceinture, cesser de vivre au-delà de ses moyens et même cesser de travailler, car notre pouvoir de gain dépasse notre pouvoir de produire et cause l'inflation.

Pour forcer le peuple à moins dépenser, il faut le taxer davantage et, surtout, le taxer à la source, avant même qu'on lui remette les salaires qu'il a pourtant bien gagnés par son travail régulier, dans la production régulière des biens et services matériels, intellectuels ou spirituels fournis par toutes les activités économiques de toute la population, pour toute une population, c'est-à-dire pour nos 20,610,000 citoyens canadiens.

Voilà, monsieur l'Orateur, une série de faits contrôlés et contrôlables par chacun de nous, pour nous-mêmes, d'abord, pour notre propre famille et, surtout, pour tous et chacun de nos électeurs: patrons, employés et dépendants.

Si, donc, on trouve ce tableau noir et décourageant, on reconnaîtra sans doute que c'est le tableau de la triste réalité actuelle.

Monsieur l'Orateur, ce n'est certainement pas l'endroit ni le temps d'élaborer tout un cours d'économie politique, mais ces quelques remarques nous font bien voir que nos banques et nos grandes compagnies canadiennes sont très prospères, alors que plus de 60 p. 100 de notre population ne peuvent jouir de la production, manquent du pouvoir d'achat nécessaire à une vie convenable et digne d'un citoyen canadien.

Allons voir maintenant aux pronostics de l'année 1968. C'est le président de la Bourse de Montréal qui nous parle: «La production nationale sera de 68 milliards de dollars, la consommation de 40 milliards et la capitalisation de 28 milliards de dollars, en 1968.» Cette déclaration est de M. Neapole, président de la Bourse et ex-directeur de la Banque Royale du Canada. Un pourcentage de 40 p. 100 pour le capital sur 100 p. 100 de production.

Si l'honorable ministre des Finances ne sait pas encore où aller chercher des taxes, en vertu de son système actuel de taxation, qu'il se tienne pour dit que nous allons continuer d'utiliser tous les moyens pour l'empêcher de taxer le pouvoir de gain ou le pouvoir d'achat des ouvriers, des cultivateurs, des salariés et autres particuliers du Canada.

La Banque du Canada, les huit banques à charte, les 800 plus grandes compagnies à la Bourse, voilà bien des institutions importantes dans l'économie du Canada, mais ce qui compte le plus, au Canada, c'est encore la population, et toutes les institutions ne sont là que pour accomplir les services d'administration. Ce sont des instruments seulement, des

moyens de production et d'administration. Il ne faut donc pas leur sacrifier tout le meilleur de notre production.

Alors, monsieur l'Orateur, si l'on veut savoir où j'ai pris ces renseignements, on n'a qu'à consulter la brochure intitulée *Monthly Review*, revue mensuelle, dans laquelle M. Neapole cite les faits que je viens de mentionner. Le capital ainsi que le travail ne sont que des moyens de production, et la production elle-même est ordonnée à la consommation. Pourquoi sacrifier une si grande partie de la production au capital, avant même d'avoir pourvu aux besoins les plus stricts de la consommation?

Il faudrait taxer le capital au moins sur les mêmes bases que l'on taxe le travail. Il faudrait taxer les corporations sur la même base que les particuliers. C'est là la conclusion générale du rapport de la Commission royale d'enquête Carter sur la fiscalité. Pourquoi ne pas en tenir compte à partir de tout de suite? Pourquoi remettre à plus tard les conclusions fondamentales de ces experts sur nos modes de taxation?

Nous donnons aux banques le pouvoir de créer 3 milliards 200 millions de monnaie nécessaire à la production; nous donnons aux compagnies le pouvoir de créer une capitalisation de 15 milliards nécessaire à la production mais, de grâce, n'allons pas jusqu'à les exempter de taxes, jusqu'à leur permettre de recapitaliser 28 milliards de dollars sur une production annuelle de 68 milliards, soit plus de 40 p. 100, quand, en 1944, on ne réservait que 10 p. 100 pour la capitalisation, soit 1 milliard 200 millions sur une production de 12 milliards de dollars.

En 1968, nous allons réserver 40 p. 100 pour la capitalisation et seulement 60 p. 100 pour la consommation.

Alors, l'exposé des faits de notre économie nationale nous en indique les défauts les plus évidents. Depuis la fin de la dernière guerre, surtout, la recherche du capital dans les banques et compagnies a pris une telle importance, une telle ampleur que l'on a dû y sacrifier le bonheur et le bien-être des citoyens qui composent la nation et travaillent à la prospérité de nos banques et compagnies, sous la direction de nos gouvernements, élus par le peuple.

Les banques, monsieur l'Orateur, créent la monnaie, les compagnies créent les capitaux et les gouvernements taxent les particuliers pour permettre encore plus de profits et de prospérité à ces banques et compagnies qui n'ont pas la vie, qui n'existent pas en réalité, qui ne sont que des instruments de production et d'administration de biens ou de services matériels, intellectuels et spirituels, au